Développement régional

M. McDermid: Qu'est-ce que vous avez mangé, des concombres de M. Sprung?

M. Tobin: Non, seuls les conservateurs en mangent, et ce sont maintenant eux qui font la grimace.

Mme Marleau: Je n'aurais pas pu aussi bien dire que mon collègue.

Des voix: Bravo!

Mme Marleau: Je dois dire honnêtement que je ne trouve pas cela amusant. Je ne veux pas entendre des plaisanteries à ce sujet. J'ignore combien d'entre vous ont été touchés par ces réductions, mais je peux vous dire que le gouvernement n'a rien fait pour toutes les travailleuses, les mères seules, les couples qui travaillent et qui ont des problèmes de garde d'enfants et des problèmes financiers. Le gouvernement n'a pas assuré leur avenir parce qu'il n'a pas réduit le déficit. Il n'a même pas commencé à s'attaquer à la dette. Un jour, le gouvernement devra bien se rendre compte qu'il devra éviter de raconter des histoires aux Canadiens. Les Canadiens ne le croient pas. Ils accepteraient plus facilement les compressions si le déficit s'en trouvait réduit.

Mme Sparrow: Madame la Présidente, je tiens à rappeler à la députée de Sudbury (M^{me} Marleau) que le déficit ne s'est pas fait du jour au lendemain. Il s'accumule depuis plus de 20 ans. On ne devrait pas jeter la pierre quand on habite une maison de verre.

Retournons en arrière, au mois d'octobre 1968, à l'époque où Edgar Benson était ministre des Finances. Le déficit était de 400 millions de dollars. Le déficit n'a cessé de faire des bonds. Lorsque le gouvernement actuel a repris le flambeau, en 1984, le déficit était de 38,3 milliards de dollars. Nous avons réduit ce déficit chaque année. Nous avons sabré dans nos dépenses chaque année. C'est la première fois, depuis 1946, qu'un parti prend une initiative de ce genre.

Des voix: Bravo!

Mme Sparrow: Le gouvernement libéral avait l'occasion de réduire le déficit et la dette de 1968 à 1984. Il ne l'a pas fait. Les dernières années, ses dépenses ont augmenté de 24 p. 100. Il n'est pas surprenant que les Canadiens aient hypothéqué leur vie. Cela ne peut absolument pas durer. Le budget déposé jeudi dernier par le ministre des Finances (M. Wilson) est le meilleur possi-

ble. Les Canadiens l'approuvent, et nous ne voulons pas léguer ce fardeau à nos enfants.

Des voix: Bravo!

La présidente suppléante (Mme Champagne): Comme il est 17 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton*.

• (1700)

INITIATIVES PARLEMENTAIRES — MOTIONS

[Traduction]

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ACCROÎTRE LES CRÉDITS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager l'opportunité d'accroître ses dépenses au titre de l'expansion régionale en consacrant un montant aux régions ayant un besoin manifeste d'aide, et de faire en sorte que les crédits dépendent d'une planification de l'investissement et d'une création d'emplois qui n'auraient pas lieu autrement.

—Madame la Présidente, il est malheureux d'avoir à présenter ce genre de motion aujourd'hui, mais, d'un autre côté, il convient qu'elle soit étudiée à la Chambre la même semaine que le budget. Le gouvernement a sérieusement amputé les programmes canadiens de développement régional. Il rompt les engagements pris devant les Canadiens pendant le débat sur le libre-échange. Plutôt que d'adopter une attitude généreuse, équilibrée et juste face à l'une des principales priorités du développement économique, le gouvernement se fait mesquin et cruel envers la population de nombreuses régions du Canada, mais le pire, c'est que la réduction des crédits au développement régional n'aura que des répercussions négatives sur le développement économique futur de l'ensemble du Canada.

Pendant la dernière session, j'ai eu la chance d'être appelé à parcourir de nombreuses régions du Canada avec un éventail de comités spéciaux sur le commerce,